

DOCUMENTS

DOCUMENTI	221
Roma, 15 Marzo 1969	

Convegno IAI su

PROBLEMI E PROSPETTIVE DI UN CENTRO DI STUDI POLITICI IN ITALIA

* * *

CURT GASTEYGER

(Direttore dell'Institut Atlantique - Parigi)

Quelques observations sur les tâches futures des institus de po-
litique étrangère en Europe.

* * * * *

iai

istituto affari internazionali

iai

QUELQUES OBSERVATIONS SUR LES TACHES FUTURES DES INSTITUTS DE POLITIQUE ETRANGERE.

- I. On a beaucoup parlé, ces dernières années, de l'interdépendance des événements politiques dans un monde où l'importance des distances diminue et où l'isolation politique d'un pays, d'un peuple ou d'une région n'existe plus. Au fur et à mesure que telle interdépendance existe, elle incombe certainement et avant tout aux instituts de politique étrangère (IPE), que leur statut soit national ou international, de l'étudier et d'examiner ses multiples implications politiques, économiques, stratégiques et sociales.
- II. Il faut immédiatement ajouter à quel degré il est important de continuer l'analyse des développements parfois révolutionnaires qui ont lieu dans des domaines tels que l'armement, la technologie, les communications modernes, et des leurs conséquences pour la politique internationale. A cet égard, j'aimerais seulement rappeler un article d'Albert Wohlstetter publié dans "Foreign Affairs" (vol. 45, No. 2, janvier 1958) et dans lequel il décrit dans quelle mesure la technologie moderne est en train d'influencer les stratégies des grandes puissances.
- III. J'aimerais pourtant me référer, dans ce bref exposé, à un nombre de nouveaux développements dans la politique internationale qui, à mon avis, méritent l'attention particulière des IPE. Je pense à une série de développements qui, au lieu de promouvoir cette interdépendance dont nous parlions à l'instant, introduisent de nouvelles divisions ou contradictions dans la communauté internationale. Ce n'est pas son intégration, mais plutôt sa polarisation que ces tendances vont accentuer, l'exemple-maître en étant le traité de non-dissémination (NPT). Mais ce traité fort disputé et disputable n'est que la légalisation d'une distinction faite entre diverses classes d'états, distinction qui est aussi ancienne que les états eux-mêmes. Partant de cet exemple, nous allons vite découvrir que notre société en connaît d'autres qui, d'une façon ou d'une autre ne sont pas moins inquiétantes, quoique souvent moins manifestes.

1. L'inertie du système international et le besoin croissant de nouvelles institutions.

Par ceci je veux démontrer que le système international tel qu'il s'est développé depuis la deuxième guerre mondiale ne répond plus aujourd'hui aux besoins d'une société de plus en plus complexe et fluide. Depuis

quelques années nous constatons que la plupart des organisations internationales sont dépassées ou incapables de résoudre les tâches qui leur incombent. Il faudrait donc soit les réformer profondément, soit créer de nouvelles institutions mieux équipées et plus à la hauteur des exigences actuelles et futures. Cependant, le système international comme nous le connaissons aujourd'hui, loin de s'adapter aux nouvelles conditions, reste presque immobile: développé et structuré par la confrontation Est-Ouest d'après-guerre et la décolonisation des années cinquante, il a cessé de s'évoluer exactement au moment où la guerre froide et la décolonisation touchaient à leur fin. Contrairement aux années qui ont précédé, les années soixante sont marquées d'un singulier manque d'imagination et de capacité d'adaptation. Pire encore: les organisations qui paraissaient particulièrement prédestinées à s'adapter aux exigences d'une évolution rapide (comme par exemple la CEE), se trouvent soit à peu près immobilisées, soit dans un état de désagrégation; les organisations d'origine plus récente (comme l'UNCTAD) sont ou déjà dépassées par les événements ou trop fragiles pour accomplir les tâches qui leur ont été originalement confiées.

Cette discrédance qui existe entre l'incapacité du système international d'inventer de nouveaux mécanismes et institutions, d'une part, et le nombre croissant des problèmes à résoudre, de l'autre, se manifeste aujourd'hui dans de nombreux domaines. Pour n'en donner que quelques exemples: L'insuffisance des compétences des Nations Unies au sujet des "Peace-Keeping Operations" et leur incapacité de les adapter aux nouvelles exigences; l'absence d'un organe commun au sein du monde occidental ou seulement en Europe, pour traiter les questions monétaires; de même l'absence de tout organisme communautaire efficace dans les domaines de la recherche spatiale et nucléaire et de la technologie moderne, bref, dans presque tous les domaines qui auront une influence particulièrement grande sur la société moderne et les structures de la communauté internationale. Mais notre constatation ne s'applique pas moins à l'organisation future de la sécurité régionale et de la coopération internationale dans le contrôle du trafic d'armes.

D'étudier et d'élaborer de nouvelles formes de coopération internationale pour contribuer ainsi à un changement du système international actuel, me paraît donc une tâche essentielle et intéressante pour les IPE.

2. L'écart croissant entre les pays industrialisés et le Tiers Monde.

Le problème qui résulte de la croissance de cet écart n'est pas nouveau, mais cependant pas moins inquiétant. Car il démontre que nous ne sommes pas réussi à réduire cet écart par une politique de développement économique mieux concertée et mieux étudiée. Nous avons tout au contraire toléré qu'il s'élargît d'avantage. Les causes en sont bien connues, les **remèdes** à y apporter le sont beaucoup moins. C'est donc ici également que nous nous trouvons devant une tâche considérable.

3. Puissance militaire illimitée - influence politique limitée.

Henry Kissinger a dit l'autre jour que les jours des "super-puissances" sont comptés. Il a certainement voulu faire allusion aux limitations nombreuses et croissantes que rencontrent les grandes puissances quand elles veulent traduire leur potentiel militaire en influence politique. Le recul américain au Vietnam et l'érosion de l'influence soviétique en Europe orientale en sont des preuves. Ce veut-il dire que, dans l'âge atomique, une supériorité militaire presque absolue est en train de devenir un fardeau plutôt qu'un avantage? En d'autres termes, une augmentation continue du potentiel militaire (et, par conséquent, une supériorité croissante vis-à-vis le reste du monde) peut-elle devenir politiquement "counter-productive"? Toute une série de questions en découlent: tel fait contribuera-t-il à ralentir la course aux armements des deux "Grands"? Ou essaieront-ils plutôt de faire meilleur usage de leurs forces et de les déployer plus efficacement à travers le monde ("diversification horizontale de l'armement") au lieu d'augmenter leurs stocks et d'en construire de nouvelles (diversification verticale)? Si telle "diversification horizontale" devait avoir lieu, conduirait-elle à une interpénétration des deux "Grands" encore plus poussée et dans plus des régions? De quelle nature seront dans l'avenir les relations entre les grandes puissances et les moyennes? Quelle sera la fonction de la puissance militaire dans la communauté internationale de demain?

4. Universalisme contre régionalisme (ou sous-régionalisme)

Depuis quelque temps nous observons un développement de tendance apparemment opposée. D'un côté, il ne fait nul doute que l'interdépendance politique et économique, les moyens modernes de communication, la technologie etc. ne connaissent plus de frontières nationales. Ils poussent les états à chercher des solutions sur le plan international et dans des entités plus vastes, que leurs structures soient régionales ou universelles. Ainsi pour un

bon nombre d'Européens l'intégration européenne est déjà dépassée par ces développements. Pour eux elle ne correspond plus aux exigences d'une société moderne et aux exploits technologiques.

D'autre part, nous pouvons constater, dans un nombre croissant d'états, des tendances directement opposées, soit une renaissance de petites entités sous forme de régions, sous-régions, communautés linguistiques, confessionnelles ou politiques.

Il s'agit là d'une prise de conscience de la part des minorités nationales (en Grande-Bretagne des Ecossais et des Gallois, en Belgique des Flamands - quoiqu'ici il s'agisse plutôt d'une majorité négligée - en Suisse des Jurassiens, en France des Bretons et des Basques, au Canada des Québécois etc.). Est-ce une réaction contre l'état centralisateur de plus en plus puissant qui s'exprime ici? Une réaction contre notre civilisation dépersonnalisée? Ou est-ce un mouvement qui tend à ressusciter des cellules plus intimes, plus familières et plus protectrices?

Voilà des tendances contradictoires et peut-être tout de même reconciliables. Nous connaissons trop peu encore leur connections et leur nature exacte. Sans doute il s'agit là d'un phénomène nouveau dont les incidences politiques sur le plan intérieur et international méritent d'être étudiées.

5. Politique nationale et politique transnationale.

Il est devenu un lieu commun que la politique "internationale" n'est plus seulement la somme des politiques étrangères de tous les états du monde; nous reconnaissons qu'elle est bien plus que cela, que de nouvelles "couches" lui sont accrues, des ramifications horizontales et des divisions verticales, bref, de nouvelles formes et structures. Surtout en Europe et dans le monde occidental on peut parler d'un système international à multiples dimensions ("multi-dimensional character of the international system"). C'est un phénomène surtout qui ajoute de nouvelles dimensions au système international traditionnel. Karl Kaiser l'appelle "transnational politics". Au cours de l'année passée il s'est manifesté d'une manière particulièrement aigüe et inquiétante lors des révoltes estudiantines et de la crise monétaire.

L'expression "transnational" indique qu'il s'agit là d'une force politique qui n'est ni nationale (c'est-à-dire menée et contrôlée par les états) ni proprement in-

ternationale (comme le sont les activités des états ou organismes internationaux sur le plan interétatique). Ce sont plutôt des facteurs ou événements politiques qui échappent au contrôle des gouvernements tout en affectant directement ou indirectement leurs intérêts, comme p. ex. la migration internationale, le tourisme de masse, les mouvements monétaires privés, les sociétés internationales ("transnational corporations") ou même, sur un autre plan, le mouvement contestataire des étudiants. En transgressant les frontières nationales, ils introduisent des transformations dans les structures traditionnellement nationales, influencent les économies nationales - sans que les états en question soient en mesure d'exercer un contrôle sur eux. Et pourtant la crise monétaire et la révolte des étudiants ont démontré à quel degré ces facteurs transnationaux peuvent influencer la situation interne des pays qui sont leurs "victimes". Sans nul doute, cette sorte d'interdépendance s'accroîtra, sans nul doute aussi, les gouvernements s'ils veulent éviter d'être à leur merci, doivent trouver des moyens pour les contrôler. Pour autant qu'il s'y agisse des phénomènes transnationaux, il est difficile de voir comment tel contrôle puisse être exercé à moins qu'il ne soit organisé sur le plan international.

6. Crise du "non-alignement" et crise des alliances.

Ce phénomène est mieux connu, mais pose un tas de questions en ce qui concerne les formes nouvelles des garanties de sécurité et de la future politique des pays de tendances neutralistes. Comment assurer la sécurité et la stabilité nationale régionale ou internationale si d'un côté les alliances de type "traditionnel" sont jugées dépassées et, de l'autre, la politique de "non-alignement" (symbolisée par les Tito, Nehru et Nasser) a perdu sa crédibilité et son attraction?

IV. Voilà un bref catalogue - incomplet, bien sûr - qui montre que, à part des disciplines et des problèmes déjà plus ou moins "traditionnels", nous nous voyons en face de nombreuses questions encore fort peu explorées ou insuffisamment étudiées. Et pourtant, dans l'avenir, elles vont jouer un rôle considérable dans les relations interétatiques. Comme, à mon avis, les IPE ont la tâche d'étudier le présent et d'explorer l'avenir, plutôt que d'interpréter le passé, il serait particulièrement souhaitable qu'ils se penchent sur ces développements qui sont d'autant plus importants qu'il vont à l'encontre de l'interdépendance internationale et forment ainsi la source de nouvelles tensions.

iai ISTITUTO AFFARI
INTERNAZIONALI - ROMA

n° Inv. 10212

24 APR. 1991

BIBLIOTECA